

ÉTAT & PATRONAT ORGANISENT LA CASSE SOCIALE ORGANISONS LA RIPOSTE PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE.



en plus, par les déremboursements, les franchises, la TVA « sociale » que patronat et gouvernement nous imposent. Finalement, le patronat nous fait combler un déficit de la Sécu qu'il a lui-même provoqué par ses multiples exonérations de « charges » et par la mise au chômage des salariéEs.

- **Services Publics** : par les privatisations massives et la dégradation des conditions de travail et de la qualité des services offerts (suppressions massives de postes, gestion managériale et chantage à la « rentabilité », loi sur l'autonomie des universités), ils remettent en cause notre accès à des services socialement utiles (transport, éducation, santé, énergie, etc.). Par contre il n'est pas question de réduire le nombre de flics, de matons et de bidasses !

Pour les vrais privilégiéEs les cadeaux pleuvent à commencer par le paquet fiscal de 15 milliards d'euros voté cet été (suppression des droits de succession, de l'ISF, allègement de la taxe professionnelle, bouclier fiscal, multiplication des zones franches, etc.)

A cette mise en pièce des conquêtes sociales obtenues de haute lutte par le mouvement ouvrier au cours du 20ème siècle, s'ajoutent un autoritarisme et une utilisation de la répression assumés. Anticipant le moment où le bourrage de crâne médiatique ne suffira plus, le gouvernement se dote de mesures sécuritaires pour empêcher et réprimer les mouvements sociaux et criminaliser la « classe dangereuse », c'est-à-dire les exploitéEs :

Nous assistons à une liquidation programmée de ce qu'il reste du système français de solidarité collective. Retraites, politique fiscale, financement de la sécurité sociale, chômage, éducation etc. Voilà bien une politique de classe au profit de la bourgeoisie.

D'un côté flexibiliser toujours plus le marché du travail et diminuer les droits sociaux. De l'autre, accroître les bénéfices des plus riches.

- **Retraites** : la remise en cause des régimes spéciaux est le énième épisode pour imposer l'allongement du temps de travail et détruire la solidarité entre les générations. En tentant de parachever nos défaites de 1993 (privé) et 2003 (fonction publique), on nous pousse vers les retraites par capitalisation dont seul le capitalisme financier sera le bénéficiaire ! Tant pis pour les travailleurs/ses les plus pauvres qui n'auront jamais les moyens d'y souscrire, qu'illes crévent au boulot !

- **Sécurité Sociale** : On veut nous faire croire que nous mettons en péril la sécu parce que nous sommes trop souvent malades, mais cette Sécu, c'est nous qui la payons aussi bien par nos cotisations que par l'impôt (CSG). Et de plus

- La loi sur le service minimum dans les transports est la première véritable **attaque contre le droit de grève** qui a pour objectif de limiter les capacités d'actions des travailleurs/ses(en attendant de nouvelles restrictions qui encombrant déjà les cartons gouvernementaux). Dans le même temps patronat et état multiplient les attaques judiciaires contre les grévistes et les motifs de grève.

- **Flicage et répression tous azimuts** : permanence de « Vichy pirate », loi sur la prévention de la délinquance, fichage ADN, fichier base élèves à l'école primaire, traques et rafles de sans-papierEs, etc. Qu'il fait bon vivre dans un pays où on préfère augmenter le parc carcéral (prisons, centres de rétention) plutôt que le logement social !

- **ImmigréEs, cobayes et boucs émissaires de la République** : les immigréEs et plus encore les sans papierEs sont un champ d'expérimentation pour toutes les mesures de régression sociale (immigration choisie, précarisation, fichage généralisée à commencer par l'ADN, etc.) et dans le même temps illes servent de boucs émissaires utiles pour faire passer une politique antisociale.

CONTRE LA SOCIÉTÉ DU CHACUN-E POUR SOI

Rien de nouveau pourrait-on dire car depuis vingt ans, les gouvernements de droite comme de gauche ont oeuvré dans le même sens : mener une bataille d'idées pour susciter une adhésion de la population aux valeurs libérales, discréditer les valeurs de solidarité et d'entraide, pour les remplacer par le mérite et la responsabilité individuelle. Que les plus fortEs gagnent, tant pis pour les plus faibles. Les perdantEs seront alors les seulEs responsables de leur misère.

Isoler les individuEs, détruire les acquis sociaux, discréditer l'action des groupes sociaux attaqués : c'est ainsi que le gouvernement tente d'affaiblir le mouvement social, en le coupant d'un soutien populaire large. A cette méthode, utilisée en Angleterre par Thatcher pour détruire le mouvement ouvrier, opposons une solidarité et une mobilisation réelles.

EUX UNE POIGNÉE, NOUS DES MILLIONS : FAISONS CONVERGER LES LUTTES DÈS LE 18 OCTOBRE !

Chômeurs/ses, salariéEs du public ou du privé, étudiantEs, immigréEs, nous sommes tous et toutes concernéEs. Il est urgent d'organiser une riposte sociale de masse face à l'État et au Patronat. A cette minorité opposons la force des millions d'exploitéEs. L'appel à la grève du 18 octobre doit nous permettre d'affirmer la solidarité de classe et de montrer notre détermination. On ne fera reculer l'Etat qu'en s'attaquant au portefeuille des patronNEs en paralysant le pays par une grève massive.

SE RÉVOLTER, S'ORGANISER POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ

Stopper les attaques en cours ne suffit pas. Pour mettre fin à l'exploitation et partager égalitairement les richesses que nous produisons, nous devons passer à l'offensive et préparer un projet alternatif au capitalisme. C'est sur des bases autogestionnaires, de contrôle direct de l'économie et des décisions politiques, que nous pourrons ensemble nous émanciper.

ZÉRO DE CONDUITE

c/o CCL, 4 rue de Colmar, Lille
zerodeconduite@no-log.org

Dès le 18 octobre 2007

L'État et le patronat organisent la casse sociale

ORGANISONS LA RIPOSTE



GRÈVE GÉNÉRALE

Nous assistons à une liquidation programmée de ce qu'il reste du système français de solidarité collective. Retraites, politique fiscale, financement de la sécurité sociale, chômage, éducation etc.) voilà bien une politique de classe au profit de la bourgeoisie. D'un côté flexibiliser toujours plus le marché du travail et diminuer les droits sociaux. De l'autre, accroître les bénéfices des plus riches.

Services Publics

Sécurité Sociale

Re- traites

GDALÉ

Groupe D'Anarchistes
de Lille et Environs



A nous de décider de ce qui nous semble utile, de ce que nous devons produire et des manières de le faire non pas pour le bénéfice d'une minorité mais pour satisfaire collectivement nos besoins en respectant nos envies.

CHAQUE VENDREDI 20H LA VOIX SANS MAÎTRE

L'ÉMISSION DU CCL ET DU GDALÉ SUR RADIO CAMPUS (106.6 MHz)

TOUTES LES SEMAINES, L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE VUE PAR DES ANARCHISTES !

A l'opposé des valeurs de concurrence, de réussite individuelle et de hiérarchie mettons en avant l'égalité, la solidarité et l'épanouissement individuel. Organisons-nous, à la base, sans délégation de pouvoir pour faire vivre la liberté.

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS !!!

GDALÉ

GROUPE D'ANARCHISTES DE LILLE ET ENVIRONS

c/o CCL, 4 rue de Colmar, (Métro Porte des Postes)

mel : 1groupeanarlille@no-log.org

